

PROTÉGER LES ENFANTS DÈS LEURS PREMIERS REPAS

INTERDICTION DES SUCRES AJOUTÉS DANS L'ALIMENTATION DES 0-3 ANS

✓ ADOPTÉ

Cyrille
Isaac-Sibille

cyrille.isaac-sibille@assemblee-nationale.fr

UN CONSTAT : UNE EPIDEMIE D'OBÉSITÉ

Aujourd'hui, de nombreux produits spécifiquement destinés aux nourrissons contiennent des sucres ajoutés.

Ces produits sont pourtant présentés comme :
"adaptés aux bébés"
"sans conservateurs"
"bons pour la diversification"



Cette présentation crée une confusion majeure pour les parents.

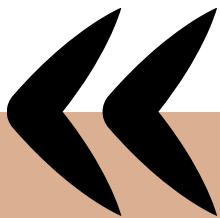
DANS LES FAITS :

certains biscuits ou poudres infantiles dépassent 30 % de sucre
des produits de diversification contiennent des ingrédients sucrants sans
nécessité nutritionnelle.

UNE DOUBLE MAUVAISES INFORMATIONS S'INSTALLE

POUR LES PARENTS, QUI PENSENT FAIRE LE BON CHOIX

POUR LA SANTÉ PUBLIQUE, QUI VOIT SE DÉVELOPPER DES HABITUDES DÉLÉTÈRES



**IL Y A UNE VRAIE EPIDEMIE D'OBÉSITÉ
CHEZ LES ENFANTS CAR ON MANGE 10 FOIS
PLUS DE SUCRE QU'IL Y A 30 ANS.**

Cyrille Isaac-Sibille
député du Rhône



POURQUOI AGIR DÈS LE PLUS JEUNE ÂGE

LES 1000 PREMIERS JOURS DE VIE SONT DÉTERMINANTS. ILS STRUCTURENT :

Le métabolisme

Les préférences alimentaires

Le risque de maladies à long terme

L'EXPOSITION PRÉCOCE AU SUCRE :

renforce l'appétence pour le goût sucré

favorise des comportements alimentaires durables

augmente le risque d'obésité



Or, l'obésité infantile est un facteur prédictif majeur de l'obésité adulte.

AGIR TÔT, C'EST :

- ✓ prévenir plutôt que guérir
- ✓ éviter des maladies chroniques
- ✓ réduire les dépenses de santé



CE QUE PREVOIT LA LOI

UN ENJEU SANITAIRE, SOCIAL ET ÉCONOMIQUE



L'OBÉSITÉ N'EST PAS SEULEMENT UN ENJEU INDIVIDUEL. ELLE EST :



SANITAIRE

Diabète,
cancers, maladies
cardiovasculaires



SOCIALE

Les enfants
d'ouvriers sont 4
fois plus touchés



ÉCONOMIQUE

Près de 20
milliards d'euros
par an



Elle constitue aujourd'hui l'une des principales causes de maladies évitables.
Et elle commence... dès l'enfance.

✓ **ADOPTÉ**

UNE MESURE CLAIRE, CIBLÉE ET ENCADRÉE.



Objectif : supprimer un ajout inutile, sans bouleverser l'équilibre nutritionnel.



Interdiction

Interdiction de fabriquer,
importer et
commercialiser des
produits destinés aux
enfants de 0 à 3 ans
contenant des sucres
ajoutés.



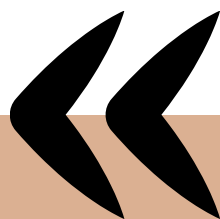
Définition précise :

saccharose
glucose, fructose
sirops
miel
jus concentrés



Exclusions

sucres naturellement
présents (ex : lactose)
laits infantiles et produits
à usage médical



**LORSQU'UN PRODUIT DESTINÉ À UN
NOURRISSON COMPORTE UN RISQUE SANS
AUCUN BÉNÉFICE, LA LOI DOIT PROTÉGER.**

Cyrille Isaac-Sibille
député du Rhône



FAIRE DE LA FRANCE UN PAYS PIONNIER.

UNE MESURE DE BON SENS SCIENTIFIQUE

Les autorités sanitaires sont claires :

Aucun sucre ajouté n'est nécessaire dans l'alimentation des nourrissons.

Pourtant :

une part importante des produits en contient

l'autorégulation des industriels ne suffit pas



Cette loi vise à aligner l'offre avec les recommandations scientifiques.

UNE DÉMARCHÉ EUROPÉENNE RESPONSABLE

Le cadre européen actuel :

encadre l'alimentation infantile

mais autorise encore des sucres ajoutés



La France peut agir :

au titre de la protection de la santé publique
dans le cadre de l'article 114 du TFUE



Cette loi envoie un signal :

à la Commission européenne
aux autres États membres
aux industriels

UNE OPPORTUNITÉ POUR LES INDUSTRIELS

Cette proposition de loi n'est pas une sanction.



C'est une incitation à l'excellence.

Elle permet :

d'anticiper les évolutions du marché

de renforcer la confiance des consommateurs

de positionner la France sur un standard de qualité



Un produit infantile sans sucre ajouté devient la norme.

UN SUJET D'ACTUALITÉ QUI PRÉOCCUPE LES FRANÇAIS

Ouest-France

“L'Assemblée adopte un texte pour interdire les sucres ajoutés dans les aliments pour nourrissons”

Le quotidien souligne l'adoption du texte comme une avancée majeure en matière de santé publique, rappelant que la mesure vise à mieux protéger les enfants dès le plus jeune âge.

Les Échos

“Sucres ajoutés dans l'alimentation infantile : un nouveau standard en débat”

Le journal économique met en avant les enjeux pour l'industrie agroalimentaire, en soulignant que la mesure pourrait devenir un levier de compétitivité et de différenciation pour les acteurs français.

LCP – Assemblée nationale

“Obésité, addiction, lobbying : comment les députés tentent d'en finir avec les sucres ajoutés”

Ce reportage met en lumière les enjeux politiques et les débats en séance, notamment autour : de l'addiction au sucre, du rôle des industriels, de la responsabilité publique

Les Pros de la Petite Enfance

“Une proposition de loi veut interdire les sucres ajoutés dans l'alimentation infantile”

Le média spécialisé insiste sur l'impact concret pour les familles et les professionnels de la petite enfance. Il met en avant l'objectif de mieux encadrer les produits destinés aux nourrissons et de faciliter les choix des parents.

Capital

“Vers une taxe ou une interdiction des sucres ajoutés pour les tout-petits ?”

L'article replace la proposition dans une dynamique plus large de régulation du sucre, en soulignant : les enjeux économiques, les évolutions possibles de la fiscalité, la pression croissante sur les industriels

France 24

“Les députés cherchent à réguler les sucres ajoutés dans l'alimentation”

Le média international met en perspective la proposition dans un contexte global de lutte contre les maladies liées à l'alimentation, soulignant que la France pourrait jouer un rôle pionnier en Europe.

Epoch Times

“La France veut interdire les sucres ajoutés dans les aliments pour les tout-petits”

L'article met en avant la dimension protectrice de la mesure, en soulignant qu'elle vise à préserver la santé des enfants dès leurs premières années.



**LES HABITUDES ALIMENTAIRES SE CONSTRUISENT
DÈS LES PREMIERS MOIS DE VIE. FAISONS DE LA
FRANCE UN PAYS EXEMPLAIRE EN MATIÈRE
D'ALIMENTATION INFANTILE.**

Cyrille Isaac-Sibille
député du Rhône



LE BISCUIT DU NOURRISSON

UN ENJEU DE SANTÉ PUBLIQUE

30G

Certaines poudres biscuitées "dès 10 mois" atteignent plus de 30 g de sucre pour 100 g

20%

1 enfant sur 5 est en surpoids en France.

20MDS€

COÛT SOCIAL ANNUEL DE LA SURCHARGE PONDÉRALE =
20 MILLIARDS D'EUROS PAR AN

➡ Diabète, cancers, maladies cardiovasculaires.

X4 LES INÉGALITÉS SOCIALES EXPLOSENT

Dès la maternelle, les enfants d'ouvriers sont 4 fois plus touchés par l'obésité que les enfants de cadres.

MA PROPOSITION DE LOI

visé à interdire les sucres ajoutés dans les aliments destinés aux nourrissons et aux enfants en bas âge.

- ➡ L'obésité infantile est un facteur prédictif majeur de l'obésité adulte.
- ➡ L'alimentation est devenue un déterminant central des inégalités de santé.

Cyrille
Isaac-Sibille

**PROTÉGER LES
ENFANTS DES
LEURS PREMIERS
REPAS,
C'EST FAIRE
LE CHOIX
DE LA
PRÉVENTION,
DE LA
RESPONSABILITÉ
ET DE
L'INTÉRÊT
GÉNÉRAL.**

CONTACT

*Cyrille Isaac-Sibille, Député du Rhône
cyrille.isaac-sibille@assemblee-nationale.fr*